

[Français]

LES ACTIONS ACCRÉDITIVES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, le rapport du Comité des finances ne modifie pas la proposition du Livre blanc de façon substantielle. Comme je ne peux pas avoir de réponse du vice-premier ministre, je voudrais poser ma question au ministre d'État (Forêts et Mines). Quelle mesure entend-il prendre pour convaincre son collègue, le ministre des Finances, de maintenir la dépréciation gagnée sur les actions accréditives, de telle sorte que des régions comme l'Abiti-Témiscamingue, le Nord de l'Ontario, le Nord du Manitoba, en fait une grande partie de l'Ouest canadien, et même des Maritimes, puissent continuer à bénéficier de cet incitatif fiscal qui a créé bien des emplois et soutient le développement régional à travers le pays?

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts et Mines)): Monsieur le Président, nous convenons que le régime des actions accréditives est très utile. En fait, les investissements dans l'exploration minière se sont multipliés par 30. Une grande partie de cet argent vient des actions accréditives.

Le député sait très bien que le programme de réforme fiscale a laissé le régime des actions accréditives en place. Il est en place cette année et il le sera l'année prochaine et les années suivantes.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE GRAIN DES ÉTATS-UNIS—L'UTILISATION DU PROGRAMME DE STIMULATION DES EXPORTATIONS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État responsable des céréales. La rencontre d'il y a quelques semaines entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et M. Schultz ne semble pas empêcher les États-Unis de continuer à utiliser le Programme de stimulation des exportations pour pénétrer les marchés de grains traditionnels du Canada.

Puisque les États-Unis offrent maintenant de vendre à la Chine un million de tonnes de blé subventionné et qu'ils ont ajouté la Bulgarie à leur liste, le gouvernement fait-il quelque chose pour convaincre les États-Unis qu'ils devraient changer de tactique et attaquer le problème à sa source qui est le prix? Le gouvernement a-t-il demandé aux États-Unis d'augmenter leur taux d'intérêt et de revenir à leur ancienne politique puisque leur nouvelle politique a fait tant de tort à tous les marchés de grains du monde?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, le député sait que nous faisons régulièrement part aux Américains de notre inquiétude à ce sujet et que nous leur faisons savoir que leur action ne facilite nullement le maintien des prix. Il sait aussi que nos ventes continuent d'augmenter malgré les mesures prises par les Américains.

Questions orales

Si le député voulait être juste à ce sujet, il suivrait l'exemple du gouvernement et il se plaindrait aux Européens qui, pour bien des raisons, sont encore plus responsables que les Américains de l'aggravation des problèmes dans les marchés internationaux de grains.

Le député parle de la Bulgarie. Ce n'est pas un marché important pour le Canada. Bien que nous désapprouvions ce que les Américains font en Bulgarie, nous n'avons vendu du blé à ce pays que deux ans au cours des neuf dernières années. Nous ne considérons pas que c'est un marché important pour le grain canadien.

ON DEMANDE LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME VISANT À ACCROÎTRE LE REVENU DES CÉRÉALISERS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, puisque les initiatives du gouvernement ne semblent pas avoir résolu jusqu'ici le problème du prix du grain et étant donné la perte de revenu subie par les céréaliers depuis l'entrée en vigueur de la loi agricole américaine, le gouvernement va-t-il annoncer la mise en place d'un programme de 2,6 milliards de dollars visant à ramener le revenu des céréaliers au niveau où il se trouvait avant l'entrée en vigueur de cette loi?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, j'ai trois remarques à faire pour répondre au député. Premièrement, nous comptons annoncer prochainement le versement d'un paiement sans précédent aux agriculteurs de l'Ouest en vertu de la Loi de stabilisation des grains de l'Ouest. Nous avons tenu des discussions avec le ministre de l'Agriculture et les dirigeants agricoles en vue d'offrir cet automne un autre programme d'aide financière directe à tous les agriculteurs canadiens.

Troisièmement, si le député veut faire quelque chose, qu'il s'adresse à ses collègues du Manitoba. L'agriculture est un domaine à responsabilité conjointe. Le Manitoba ne fait pratiquement rien pour venir en aide à ses agriculteurs. Cette année, le gouvernement fédéral va dépenser 600 millions de dollars au Manitoba, tandis que le gouvernement provincial dépensera sans doute dix fois moins. La province a des obligations à remplir et ses amis du NPD laissent tomber les agriculteurs du Manitoba.

* * *

LE TROISIÈME ÂGE

LE PROGRAMME VISANT À RÉPONDRE AUX BESOINS DES PERSONNES ÂGÉES

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État responsable du troisième âge. Je voudrais dire en passant qu'en voyageant dans le pays avec le comité des droits de la personne, j'ai constaté que les Canadiens du troisième âge sont convaincus que le ministre fera preuve du même dévouement et de la même sensibilité envers eux qu'envers les anciens combattants.

Des voix: Bravo!